

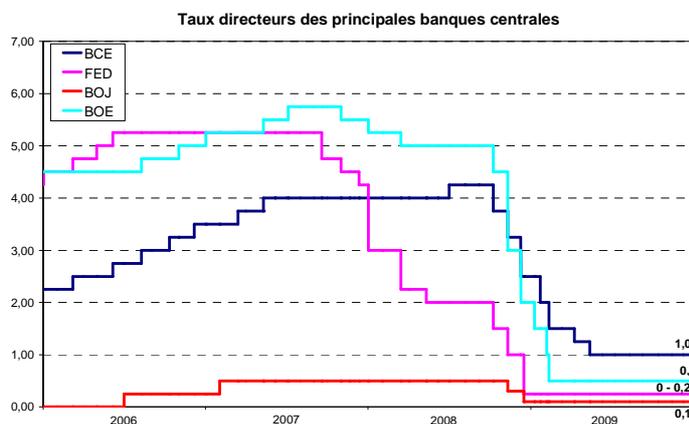
LE DIRECTEUR ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'AGENCE IEOM DE NOUMÉA VOUS
PRESENTENT LEURS MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 2010

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt.

La BCE et la FED
maintiennent le statu
quo monétaire

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 16 décembre 2009 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En novembre 2009, les dépenses de consommation des ménages américains sont en hausse de 0,5 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation mesurés en novembre ont progressé de 0,4 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à octobre. Les États-Unis d'Amérique ont perdu 85 000 emplois en décembre 2009. Le taux de chômage reste stable à 10 %.



Chômage.

Hausse du nombre de
demandeurs d'emploi
en France...

... et du taux de
chômage dans la zone
euro

En France métropolitaine, à fin novembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 630 400, soit une hausse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,1 % (+ 3 100 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 22,1 % (+ 28,3% pour les hommes et + 15,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 22,8 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en novembre 2009 contre 9,9 % en octobre. Il était de 8 % en novembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en novembre 2009. Il était de 7,5 % en novembre 2008.

Inflation.

Moindre progression
de l'inflation en
France que dans la
zone euro

En novembre 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois ; sur un an, il croît de 0,4 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,7 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,9 % en décembre 2009. En novembre, le taux était de 0,5 %.

Réglementation bancaire

Régulation du système financier

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Autorité de contrôle prudentiel

Publication au Journal Officiel de la République

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a présenté au Conseil des ministres du 16 décembre 2009 un projet de loi de la régulation bancaire et financière. Préparé à la demande du Président de la République, ce projet vise à mettre en œuvre les décisions du G20 de Pittsburgh au niveau national.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2165.pdf>

La Commission bancaire et la cellule Tracfin (Traitement du renseignement et actions contre les circuits financiers clandestins) ont publié les lignes directrices conjointes sur la déclaration de soupçon. Ces lignes directrices expliquent les textes en vigueur sur la déclaration de soupçon ainsi que les attentes de la cellule et du superviseur dans ce domaine. Elles tiennent compte de l'extension du champ déclaratif, notamment de l'intégration de la fraude fiscale instaurée par l'ordonnance du 30 janvier 2009.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/telechar/supervi_banc/20091215-lignes-directrices-conjointes-commission-bancaire-et-tracfin.pdf

L'ordonnance portant sur la création d'une nouvelle autorité de contrôle prudentiel (ACP) est actuellement examinée en Conseil d'Etat, pour être présentée en Conseil des ministres, le 20 janvier. La publication du texte et des décrets d'application devrait permettre une entrée en vigueur aux alentours du 15 février. L'ACP regroupera les quatre superviseurs actuels : Commission bancaire, Comité des Etablissements de crédit et des entreprises d'investissements (CECEI), Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) et Comité des entreprises d'assurance (CEA). Elle sera composée d'un collège de seize membres présidé par le gouverneur de la Banque de France (président de la Commission bancaire) et doté d'un vice-président issu du monde de l'assurance.

L'ordonnance n° 2010-11 du 7 janvier 2010 portant extension et adaptation de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publiée au Journal Officiel de la République du 8 janvier 2010.

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de poursuite de la déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 décembre 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En novembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,6 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,7 % sur un an en novembre pour le neuvième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,2% en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2% contre 5,1 % en octobre. En novembre 2009, les exportations japonaises ont baissé de 6,2 %, les importations ont reculé de 16,8 % et l'excédent commercial a atteint 2,83 milliards d'euros.

Chine

Forte progression des importations chinoises

En novembre 2009, la production industrielle de la Chine a augmenté de 19,2 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 0,5 % en novembre sur un an. Les importations chinoises ont augmenté de 26,7 % en glissement et les exportations ont reculé de 1,2 % sur un an.

Australie

L'économie australienne a continué de croître

La croissance de l'économie australienne s'est poursuivie au troisième trimestre au rythme de +0,2 %, après +0,6 % au trimestre précédent. Cette progression s'explique par les hausses des dépenses des ménages de 0,7 % et de l'investissement public de 6,2 %, l'investissement privé et les exportations nettes étant en revanche orientés à la baisse. Par secteur d'activité, l'industrie et le bâtiment ont été les moteurs de la croissance.

Nouvelle-Zélande

L'activité et le chômage progressent au 3^e trimestre

Au 3^e trimestre 2009, l'activité économique de la Nouvelle-Zélande ressort en augmentation pour le second trimestre consécutif (+0,2 % par rapport au trimestre précédent), néanmoins, en cumulé, elle reste en recul de 2,2 % sur un an. La reprise observée demeure cependant fragile et dépendante de l'évolution de la conjoncture internationale. Dans le même temps, le taux de chômage s'est établi à 6,5 % en hausse de 2,2 points sur un an tandis que l'indice des prix à la consommation progressait de 1,7 %.

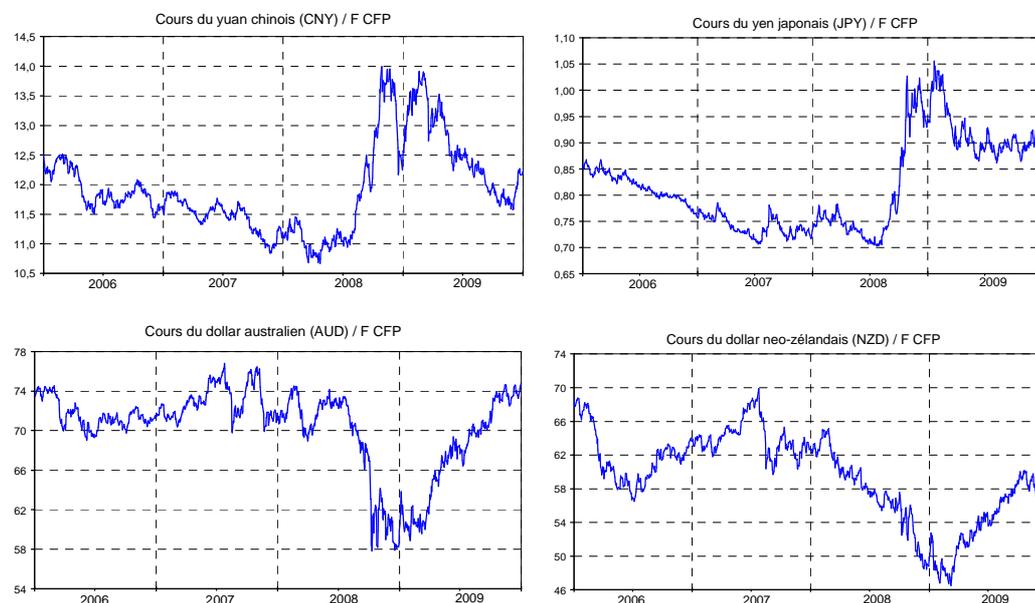
Corée du Sud

Les politiques de soutien à l'économie se poursuivent

La banque centrale sud-coréenne a décidé de maintenir pour le onzième mois consécutif son principal taux directeur au niveau historiquement bas de 2 %, des incertitudes pesant encore, selon elle, sur la reprise économique. Pour la première fois depuis un an, la croissance redevient positive en glissement annuel s'établissant à 0,6 % au 3^e trimestre et atteint le niveau record de 2,9 % en variation trimestrielle, soit la plus forte croissance depuis sept ans. Néanmoins, un ralentissement de la croissance au 4^e trimestre est attendu du fait notamment, de l'essoufflement des effets du plan de relance du gouvernement sud-coréen.

Parité des monnaies

Nette hausse du yuan et poursuite de la stabilisation du yen



Stabilisation du dollar australien tandis que le dollar néo-zélandais est reparti à la hausse

3 – Brèves économiques locales

Vote de la loi sur l'emploi local

Le 30 décembre dernier, la loi sur l'emploi local, prévue par l'accord de Nouméa, a été adoptée à une large majorité, au Congrès, sans les voix des élus du Parti travailliste et du groupe FLNKS. Ce dernier a depuis demandé une seconde lecture du texte, comme l'autorise l'article 103 de la loi organique.

Augmentation du SMG

Le Congrès a voté, le 30 décembre dernier, la loi de pays portant le salaire minimum garanti (SMG) à 132 000 francs CFP à compter du 1^{er} février contre 125 464 francs précédemment. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de la politique d'amélioration du pouvoir d'achat menée par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, incluant notamment, l'encadrement des marges sur les produits de première nécessité, la loi anti trust, ou encore la revalorisation du minimum vieillesse. Concernant la revalorisation des bas salaires, l'objectif est d'augmenter progressivement le SMG pour atteindre les 150 000 francs au 1^{er} janvier 2012. Dans le même temps, le salaire minimum agricole garanti (SMAG) devrait passer de 112 200 francs à 127 500 francs.

Signature du nouveau contrat pour la collecte des ordures ménagères

Au cours de la première semaine de l'année, les représentants de la ville de Nouméa et des entreprises Polo Green et Star Pacifique ont signé le nouveau contrat de propreté urbaine de la capitale, permettant ainsi un retour à une fréquence normale de la collecte des ordures ménagères.

Généralisation de la commercialisation du Livret A

Le décret 2009-1561 du 14 décembre 2009, autorise depuis le 1^{er} janvier 2010 les banques de Polynésie française, Wallis-et-futuna et Nouvelle-Calédonie à commercialiser le Livret A. Jusqu'à cette date, la commercialisation de ce produit d'épargne était réservée à l'Office des Postes et Télécommunication (OPT) et la Caisse d'Épargne. Le Livret A dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique est rémunéré au taux de 1,25 % et son plafond fixé à 1 825 776 de francs CFP.

Forte hausse des prix du tabac

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a, lors de sa séance du 24 décembre révisé à la hausse la fiscalité appliquée au tabac, en application de la délibération du Congrès n°42 du 21 décembre 2009. Les nouveaux prix sont entrés en vigueur le 26 décembre 2009 et se traduisent par une hausse moyenne de 25 %.

Grève des pompiers de l'aéroport de Tontouta

Le mouvement de grève commencé le 30 novembre par les sapeurs-pompiers de l'aéroport de Tontouta s'est terminé le 10 décembre. Ils souhaitaient que les mesures induites par la réforme de leur statut soient rétroactives à fin 2008. Celles-ci concernent notamment la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération. Un nouveau statut des pompiers de l'aviation civile a été finalement voté par le Congrès le 9 décembre (délibération n°35 du 9 décembre 2009 JONC n°8405). Il a été rendu applicable le 1^{er} octobre 2009. La mise en place d'un service minimum, puis la réquisition des pompiers par le Haut-Commissariat a permis de limiter les perturbations sur le trafic aérien international.

Adoption des budgets primitifs 2010

En milliards de F CFP	Budget propre	Variation 10/09
Nouvelle-Calédonie	44,5	-1,3%
Province Sud	52	0,5%
Province Nord	27,1	4,6%

Emplois		Ressources			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Dotations Etat	Dotations NC	Recettes fiscales	Autres
34,8	9,8	0,9	-	27,4	16,2
41	11	8,4	30,7	4,7	8,2
22,2	4,9	4,8	19,7	0,2	2,4

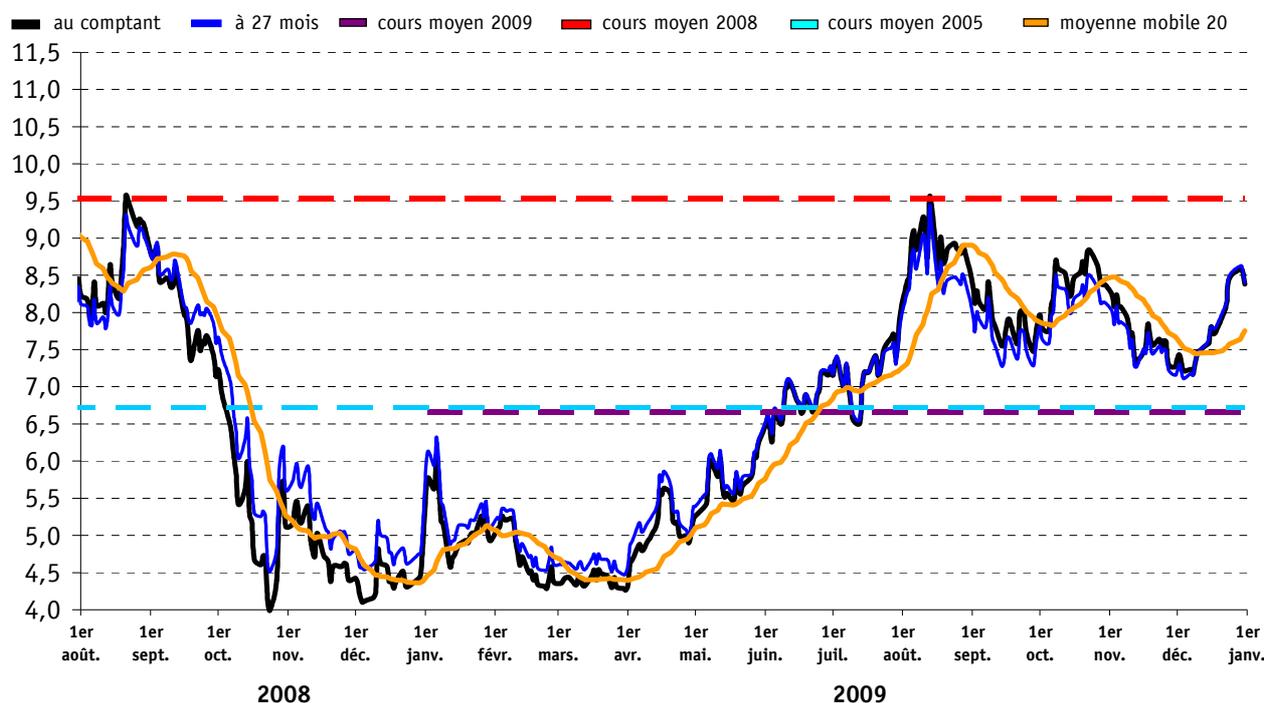
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-09	132,3	0,5%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-09	6 330	-11,1%	10,5%
Commerce extérieur - Millions de F CFP					
Exportations	mensuelles	oct.-09	6 975	1,8%	-14,1%
	cumulées	oct.-09	65 557	-	-29,5%
Importations	mensuelles	oct.-09	20 357	15,1%	-17,2%
	cumulées	oct.-09	181 350	-	-17,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-09	7,74	0,4%	76,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-09	633,08	2,7%	62,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-09	416	31,4%	43,8%
	cumulées	oct.-09	2 671	-	17,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	oct.-09	3 340	-17,5%	-20,1%
	cumulées	oct.-09	42 819	-	1,0%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-09	8 287	-9,2%	-20,1%
	cumulés	nov.-09	90 198	-	-3,0%
• Nuitées	mensuels	oct.-09	42 131	-9,0%	-24,0%
	cumulés	oct.-09	474 036	-	-6,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-09	64,40%	+ 5,5 pts	- 5,7 pts
• Croisiéristes		nov.-09	146 194	-	2,8%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	10 416	-7,4%	-7,9%
	cumulées	déc.-09	138 661	-	-0,6%
• Index BT 21 (p)		nov.-09	129,16	-0,8%	-4,7%
• IRL		nov.-09	108,75	-0,2%	1,5%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-09	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	nov.-09	1 079	-	-14,2%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-09	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	nov.-09	1 317	-	-14,6%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-09	511	-25,4%	ns(*)
	cumulées	nov.-09	6 545	-	-3,9%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

(*) forte hausse non significative due au niveau particulièrement bas des immatriculations au mois de novembre 2008 consécutif à un mouvement social

Évolution des cours du nickel au LME (\$/lb)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Léger ralentissement de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-07	nov.-08	nov.-09	var 08/07	var 09/08
Circulation fiduciaire	11 980	12 612	13 462	5,3%	6,7%
Dépôts à vue	164 213	171 570	185 078	4,5%	7,9%
Total M1	176 193	184 182	198 540	4,5%	7,8%
M2-M1	66 619	71 902	87 506	7,9%	21,7%
Total M3	372 584	401 441	427 559	7,7%	6,5%

Concours de caractère bancaire

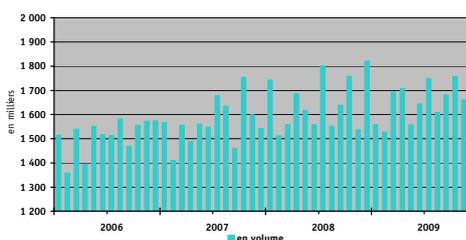
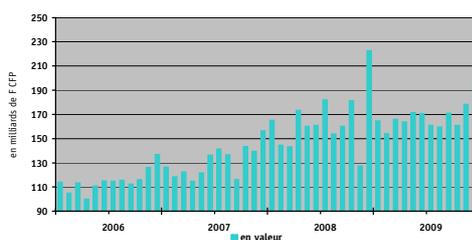
Confirmation du ralentissement de la croissance des encours, mais portefeuille toujours sain

en millions de F CFP	sept.-07	sept.-08	sept.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	267 591	333 030	364 064	24,5%	9,3%
Ménages	265 599	295 374	317 175	11,2%	7,4%
Collectivités locales	36 536	38 913	35 134	6,5%	-9,7%
Autres agents de CCB non ventilés	9 438	10 082	9 985	6,8%	-1,0%
Total encours sain	579 165	677 399	726 359	17,0%	7,2%
Créances douteuses brutes	15 384	14 679	15 051	-4,6%	2,5%
Total encours brut	594 548	692 078	741 410	16,4%	7,1%

Compensation

La valeur des échanges en cumul continue de progresser sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	déc.-09	1 792 242	7,9%	-1,6%
	cumulée	déc.-09	19 934 385	-	1,0%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	déc.-09	198,0	11,0%	-11,1%
	cumulée	déc.-09	2 020,4	-	2,3%



Incidents de paiements

Baisse des incidents de paiement sur chèque cumulés

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	déc.-09	1 642	1,7%	15,0%
	cumulés	déc.-09	20 190	-	-1,4%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	déc.-09	152	-1,9%	14,6%
	cumulés	déc.-09	1 842	-	26,9%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Poursuite de la stabilisation du nombre d'interdits bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-09	5 926	-0,8%	0,3%
	dont personnes physiques	déc.-09	5 288	-0,8%	-0,2%
	dont personnes morales	déc.-09	638	-1,4%	4,6%

Cotation

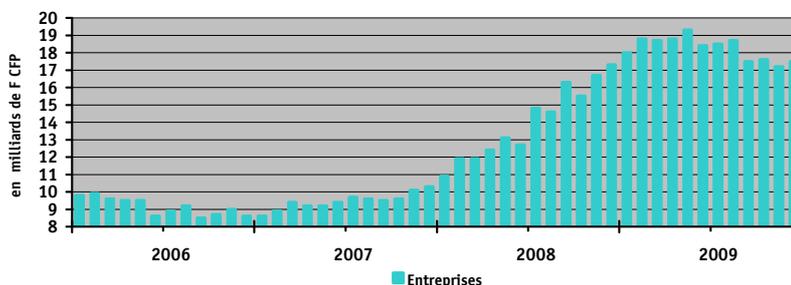
Hausse du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	déc.-09	7 492	-1,6%	0,0%
		déc.-09	3 008	1,1%	3,9%

Refinancement des entreprises

Ralentissement du réescompte

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-09	17,5	2,0%	1,4%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var
Indice des prix à la consommation	déc	132,1	132,3	0,2
Entreprises				
nb d'entreprises	déc	45 876	49 733	8,4%
dont nb d'entreprises individuelles	déc	39 982	43 681	9,3%
créations d'entreprises	sept	3 295	3 519	6,8%
cessations d'entreprises (p)	sept	1 635	1 503	-8,1%
liquidations judiciaires (nb)	sept	64	68	6,3%
redressements judiciaires (nb)	sept	72	61	-15,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	610	638	4,6%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	137 108	136 945	-0,1%
importation ciment (tonnes)	déc	2 415	1 716	-28,9%
total ciment (tonnes)	déc	139 523	138 661	-0,6%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 504	-23,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	12 062	9 015	-25,3%
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	3 563	3 598	1,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	80 709	83 417	3,4%
dont secteur privé	juin	57 155	59 403	3,9%
dont secteur public	juin	23 553	24 014	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	nov	5 727	6 330	10,5%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	nov	6 689	7 069	5,7%
chômeurs indemnisés	oct	1 368	1 664	21,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	736,1	743,4	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 299	5 288	-0,2%
décision retrait cartes bancaires	déc	1 452	1 842	26,9%
incidents paiements sur chèques	déc	20 468	20 190	-1,4%
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 814	6 545	-3,9%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	15 659	15 019	-4,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 687	-2,7%
Echanges				
nombre de touristes	nov	92 966	90 198	-3,0%
nombre de croisiéristes	nov	142 187	146 194	2,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	61,4%	58,2%	-3,2pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	9,57	6,64	-30,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	4,39	7,74	76,2%
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	2 283	2 671	17,0%
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	oct	14 041	9 688	-31,0%
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	42 387	42 819	1,0%
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	73 290	48 975	-33,2%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	1 221	1 079	-11,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 493	1 317	-11,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	88 824	59 981	-32,5%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	95%	91%	-3,97pt
total des importations (M FCFP)	oct	218 869	181 350	-17,1%
total des exportations (M FCFP)	oct	93 048	65 557	-29,5%
taux de couverture	oct	42,51%	36,15%	-6,4pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	38 252	37 098	-3,0%
indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	171 570	185 078	7,9%
M1	nov	184 182	198 540	7,8%
M2	nov	256 084	286 046	11,7%
Dépôts à termes	nov	144 800	141 188	-2,5%
M3	nov	401 441	427 559	6,5%
P1	nov	4 303	4 104	-4,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	6,88%	4,94%	-1,94 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	5,86%	4,65%	-1,21 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,43%	5,28%	-0,15 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	14,83%	17,11%	2,28 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	692 078	741 410	7,1%
Ménages	sept	295 374	317 175	7,4%
dont crédits à la consommation	sept	62 637	65 236	4,1%
dont crédits à l'habitat	sept	231 416	250 726	8,3%
Entreprises	sept	333 030	364 064	9,3%
dont crédits d'exploitation	sept	88 218	76 084	-13,8%
dont crédits d'investissement	sept	174 952	201 075	14,9%
dont crédits à la construction	sept	62 736	79 611	26,9%
Collectivités locales	sept	38 913	35 134	-9,7%
dont d'investissement	sept	33 243	31 421	-5,5%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	10 082	9 985	-1,0%
créances douteuses brutes	sept	14 679	15 051	2,5%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,0%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	488 076	527 346	8,0%
Ménages	sept	282 903	297 044	5,0%
Sociétés	sept	147 006	158 489	7,8%
Autres agents	sept	58 167	71 745	23,3%
dont assurances-vie	sept	71 362	81 161	13,7%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08	taux	date d'effet
EONIA	0,4100%	0,4260%	- 0,016 pt	2,3520%	- 1,942 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4530%	0,4720%	- 0,019 pt	2,6030%	- 2,150 pt	8,23%	31/03/2009
EURIBOR 3 mois	0,7000%	0,7190%	- 0,019 pt	2,8920%	- 2,192 pt		
EURIBOR 6 mois	0,9940%	0,9950%	- 0,001 pt	2,9710%	- 1,977 pt		
EURIBOR 12 mois	1,2480%	1,2340%	+ 0,014 pt	3,0490%	- 1,801 pt		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						taux d'intérêt légal	
	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08	taux	JORF
TEMPE	0,3476%	0,3585%	- 0,011 pt	2,4511%	- 2,104 pt	3,79%	11/02/2009
EURIBOR 1 mois	0,4790%	0,4360%	+ 0,043 pt	2,9590%	- 2,480 pt	3,99%	23/02/2008
EURIBOR 3 mois	0,7120%	0,7160%	- 0,004 pt	3,2570%	- 2,545 pt		
EURIBOR 6 mois	0,9950%	0,9930%	+ 0,002 pt	3,3300%	- 2,335 pt		
EURIBOR 12 mois	1,2420%	1,2300%	+ 0,012 pt	3,4180%	- 2,176 pt		
TMO	3,7400%	3,8100%	- 0,070 pt	3,7300%	+ 0,010 pt		
TME	3,5400%	3,6100%	- 0,070 pt	3,5300%	+ 0,010 pt		
TRBOSP	3,7600%	3,7100%	+ 0,050 pt	3,6400%	+ 0,120 pt		

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008
taux JJ	0,145%	0,205%	1,000%	0,430%	0,135%	0,425%	0,465%	0,480%	1,350%
3 mois	0,375%	0,520%	2,900%	0,305%	0,325%	0,950%	0,705%	0,695%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,840%	3,260%	3,020%	nd	1,260%	1,180%	4,010%	3,520%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	82,8348	1 NZD/XPF	60,2594	1 HKD/XPF	10,6824	1 GBP/XPF	134,3675	
100 JPY/XPF	89,6153	1 AUD/XPF	74,5451	1 SGD/XPF	59,0927	100 VUV/XPF	84,6883	1 FJD/XPF	42,9143